

MESSAGE N° 91 *16 septembre 2003*
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi modifiant certaines
dispositions dans le domaine de la police du feu
(ramonage) et de l'assurance immobilière

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi modifiant certaines dispositions dans le domaine de la police du feu (ramonage) et de l'assurance immobilière (ci-après: le projet).

1. NÉCESSITÉ DES MODIFICATIONS
PROPOSÉES

1.1 Les modifications de la loi sur la police du feu et
la protection contre les éléments naturels (ramonage)
(suite au postulat Bruno Fasel)

a) Dans un postulat déposé et développé le 18 février 1998 (*BGC* 1998 p. 295), le député Bruno Fasel a demandé au Conseil d'Etat d'étudier si les dispositions des articles 27 à 32 de la loi du 12 novembre 1964 sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels (ci-après: LPolfeu) et les dispositions correspondantes du règlement d'exécution, qui concernent le ramonage, répondaient encore aux exigences actuelles.

A l'appui de sa demande, le député Bruno Fasel a relevé qu'un jeune ramoneur diplômé n'a, selon le système des cantonnements prévu par l'article 29 LPolfeu, pratiquement aucune chance de pouvoir se mettre à son compte, ce qui constituerait une restriction de la libre concurrence susceptible de nuire à l'efficacité et à la qualité des prestations. Le député Bruno Fasel a estimé aussi que les prescriptions de l'article 440 du règlement sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels (ci-après: RPolfeu), qui règlent les ramonages obligatoires, ne correspondaient plus aux exigences actuelles et ne pouvaient pratiquement plus être respectées par les ramoneurs.

b) Dans sa réponse du 21 avril 1998 (*BGC* 1998 p. 524), le Conseil d'Etat a pris acte du postulat et a accepté d'étudier la question de savoir si la législation en vigueur relative au service de ramonage était encore satisfaisante dans la situation actuelle. Il s'est engagé à examiner si et dans quelle mesure un système libéral, sans monopole, était susceptible de garantir suffisamment l'intérêt public à prévenir les incendies et la pollution de l'air afin de protéger les personnes et les biens tout en garantissant des prestations de service de qualité. Sous cet angle-là, il s'agissait aussi d'évaluer si la libre concurrence était en mesure d'améliorer les prestations et la qualité des ramoneurs.

Le Conseil d'Etat a aussi souligné que le Tribunal fédéral, se fondant sur l'intérêt public précité, avait reconnu que le monopole du ramonage pouvait être considéré comme une restriction légitime à la liberté du commerce et de l'industrie (cf. ATF 96 I 207 et 109 I a 193). Le tarif de ramonage actuellement en vigueur est relativement avantageux et moins élevé, par exemple que le tarif des réparateurs d'appareils ménagers qui viennent à domicile. Il est inférieur au tarif-cadre accepté par le Surveillant des prix. Quant aux cadences de ramonage, le Conseil d'Etat a relevé qu'elles avaient été adaptées à l'évolution de la tech-

nique et revues à la baisse; l'article 440 RPolfeu fixant les fréquences de ramonage a été à cet égard modifié le 10 décembre 1996.

Le Conseil d'Etat a en définitive proposé au Grand Conseil d'accepter le postulat dans ce sens. Le Grand Conseil a pris en considération le postulat dans sa session de mai 1998 (*BGC* 1998 pp. 632 à 634).

c) La Direction de la police a demandé un rapport circonstancié sur la question à l'Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments (ci-après: ECAB). L'ECAB a constitué un groupe de travail incluant l'Association fribourgeoise des maîtres ramoneurs.

Le 7 avril 1999, le Conseil d'Etat a présenté au Grand Conseil un rapport sur le postulat Bruno Fasel, rapport qui prenait en compte les constats et les conclusions du groupe de travail susmentionné. Dans le domaine législatif, ce rapport proposait diverses modifications, à savoir l'introduction formelle d'une procédure de mise au concours publique pour l'attribution des cantonnements, l'introduction de l'obligation, pour le ramoneur, d'annoncer sa visite au moins trois jours à l'avance et l'introduction de la possibilité, pour le propriétaire ou le locataire, de recourir à un autre ramoneur en cas de mésentente.

Le Grand Conseil a pris acte du rapport dans sa session de mai 1999.

d) Par la suite, la Direction de la police a demandé à l'ECAB de préparer les modifications légales exigées par le Grand Conseil et d'étudier encore d'autres questions comme l'éventuelle adaptation des dispositions légales ou réglementaires à la loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) et à la Convention Espace Mittelland, la précision de la procédure de formation des cantonnements et d'octroi des «patentes» ainsi que le renforcement et la clarification du contrôle du travail des ramoneurs.

e) La direction de l'ECAB a constitué un groupe de travail chargé de présenter au Conseil d'administration des propositions de modifications. Ce groupe de travail, composé de représentants de la Direction de l'ECAB, de l'Inspectorat du feu, de l'Association des maîtres ramoneurs du canton de Fribourg et de la Direction de la police a siégé de décembre 1999 à septembre 2000. Il a préparé un avant-projet de loi modifiant la loi sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels ainsi qu'un projet d'arrêté modifiant le règlement sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels.

Le Conseil d'administration de l'ECAB a pris connaissance de cet avant-projet lors de sa séance du 24 novembre 2000.

f) Par la suite, la Direction de la police a mis en consultation l'avant-projet de loi et un projet d'arrêté modificateurs auprès des organes concernés. Cette consultation a eu lieu dans le cadre de l'adaptation de la législation fribourgeoise aux accords sectoriels passés entre la Suisse et la Communauté européenne.

Les textes mis en consultation comprenaient d'une part les modifications exigées suite au rapport sur le postulat Fasel et, d'autre part, celles exigées par la transposition, en droit fribourgeois, de la directive 1999/42/CE applicable en la matière du fait de l'entrée en vigueur – prochaine – de l'Accord sur la libre circulation des personnes. Ces textes ont été bien

accueillis par les organes consultés. Ils ont été acceptés par les principaux organes d'application concernés, à savoir la direction de l'ECAB, l'Inspection cantonale du feu et l'Association des maîtres ramoneurs du canton de Fribourg.

Le projet tient en grande partie compte des propositions de modifications présentées par les organes consultés. Au vu de l'ampleur des modifications proposées, il a été décidé de ne pas maintenir les modifications de la loi sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels dans le cadre de l'adaptation de la législation fribourgeoise aux accords sectoriels. Un avant-projet de modification indépendant a donc été préparé.

- g) Dans sa séance du 4 juillet 2003, le Conseil d'administration de l'ECAB a donné son préavis favorable aux modifications proposées.

1.2 Les modifications (accessoires) exigées par l'article 5 al. 2 de la loi sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (modification de la loi sur l'assurance des bâtiments contre l'incendie et les autres dommages)

Certaines dispositions de rang réglementaire prévoient une délégation législative à l'ECAB. Ces textes sont les suivants:

- a) Arrêté du 3 juillet 1984 déléguant à l'Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments le pouvoir d'édicter un tarif d'application de l'article 66 du règlement sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels (ascenseurs et monte-charge) (*RSF* 731.1.26).
- b) Article 1 ch. 24 de l'arrêté du 29 décembre 1967 concernant les subsides alloués par l'Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments pour les dépenses relatives aux mesures de prévention et de défense contre l'incendie (*RSF* 731.0.22).
- c) Article 17 du règlement du 14 novembre 1966 d'exécution de la loi du 6 mai 1965 sur l'assurance des bâtiments contre l'incendie et les autres dommages (*RSF* 732.1.11).

L'article 5 al. 2 de la loi du 16 octobre 2001 sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (LOCEA) soumet de telles délégations de compétence de l'exécutif à un établissement de droit public à l'exigence d'une base légale au sens formel. Le projet profite dès lors de la présente modification pour ancrer dans la loi du 6 mai 1965 sur l'assurance des bâtiments contre l'incendie et les autres dommages ces délégations de compétences, lesquelles se justifient en raison de l'autonomie financière de l'Etablissement.

2. PRINCIPALES INNOVATIONS EN MATIÈRE DE RAMONAGE

2.1 Instauration d'un système de concession

La législation actuelle en matière de ramonage est fixée aux articles 27 à 32 LPolfeu et aux articles 434 à 451 RPolfeu. La transposition, dans le droit cantonal, de la directive 1999/42/CE – applicable en l'espèce –, exige une clarification du droit actuel en matière de ramonage, par ailleurs inadéquat et lacunaire sous plusieurs aspects.

Ainsi, le système de la double autorisation (patente délivrée par le Directeur de la sécurité et de la justice et autorisation de cantonnement délivrée par l'ECAB) est abandonné pour faire place à un système, plus simple, de concession. Par la concession (de service public), l'Etat confie à un maître ramoneur le droit et le devoir d'exploiter, en son propre nom et à ses risques et profits, un service public, sous le contrôle de l'autorité (le concédant). La distinction entre la patente (autorisation de police) et la décision de cantonnement n'a plus sa raison d'être, surtout que la législation actuelle prévoit la compétence de deux autorités différentes. Il n'est par ailleurs pas compréhensible qu'un titulaire de patente ne puisse pas – comme le droit actuel le prévoit implicitement – prétendre à un cantonnement alors qu'il en remplit les conditions d'octroi.

Cela dit, le projet modifie le système des compétences. S'agissant de l'autorité compétente pour délivrer la concession, le projet prévoit la Direction de la sécurité et de la justice (cf. art. 29 LPolfeu tel que proposé), autorité qui est déjà, en droit actuel, compétente pour examiner si le candidat remplit les conditions de la patente (cf. art. 28 LPolfeu). Par contre, il confie au Conseil d'Etat la compétence de fixer le nombre et l'étendue des cantonnements (cf. art. 28 LPolfeu tel que proposé), tâche actuellement confiée exclusivement à l'ECAB. La disposition de l'article 5 al. 2 LOCEA ne permet en principe plus, comme déjà souligné plus haut, de déléguer à un établissement la compétence d'édicter des dispositions d'exécution. Comme il s'agit, en l'espèce, de fixer en quelque sorte l'assiette du monopole et, par voie de conséquence, en définitive, le nombre (maximum) de ramoneurs concessionnés, il se justifie d'en confier la compétence au Conseil d'Etat. A noter que la compétence de la Direction de la sécurité et de la justice ne serait pas adéquate car il ne s'agit pas en l'espèce de fixer des points secondaires ou de nature technique (cf. art. 5 al. 2 in fine LOCEA). Enfin, le projet comble une lacune importante dans la mesure où il fixe les critères applicables pour la formation des cantonnements.

2.2 Renforcement de la surveillance de l'activité des ramoneurs

Le projet renforce la surveillance de l'activité des ramoneurs concessionnaires en précisant et en codifiant les tâches exercées à cet égard par l'ECAB, plus précisément par l'un de ses secteurs, l'Inspection cantonale du feu (cf. art. 32a LPolfeu tel que proposé). Par ailleurs, le projet fixe les règles applicables en cas de retrait de la concession (cf. art. 29b LPolfeu tel que proposé).

2.3 Autres innovations

Pour faire suite au rapport sur le postulat Bruno Fasel, certaines dispositions sont introduites, comme l'obligation de la mise au concours publique des concessions (cf. art. 29 al. 3 LPolfeu tel que proposé). A remarquer que plusieurs autres modifications proposées par le rapport seront introduites dans le règlement d'application. Il s'agit essentiellement de l'obligation, pour le ramoneur, d'annoncer sa visite au moins trois jours à l'avance. Le règlement disposera aussi que le propriétaire ou le locataire peut demander de recourir à un autre ramoneur en cas de mésentente avec celui-ci.

3. INCIDENCES DU PROJET

Le projet n'a pas de conséquences financières et en personnel, notamment pour ce qui est des organes de l'ECAB chargés de la surveillance du ramonage (Inspection cantonale du feu et inspecteurs du feu). Il ne modifie par la répartition des tâches entre l'Etat et les communes en matière de police du feu et de protection contre les éléments naturels. Cette matière demeure essentiellement une tâche communale.

Le présent projet réserve la reconnaissance, par l'autorité fédérale, d'un diplôme, obtenu à l'étranger, jugé équivalent à un certificat de maîtrise fédérale. Sous cet angle, il est conforme au droit de l'Union européenne tel que repris dans l'Accord sur la libre circulation des personnes, notamment la directive 1999/42/CE.

4. BREF COMMENTAIRE DES DISPOSITIONS

4.1 Loi sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels (art. 1 du projet)

Art. 3 let. a^{bis} et 4a Organes d'application

La LPolfeu ne mentionne en l'état aucune compétence propre de la Direction de la sécurité et de la justice. Les articles 3 let. a^{bis} et 4a mentionnent dite Direction, compétente, comme le projet le prévoit, pour accorder, refuser ou retirer les concessions de ramonage (cf. art. 29 al. 2 et 29b LPolfeu).

Art. 5 let. a et 8 let. b Mention de la Direction compétente

La Direction compétente (en l'état, la Direction de la sécurité et de la justice) est mentionnée dans ces dispositions en sa qualité d'autorité à laquelle certains préavis, donnés par le préfet ou l'ECAB, sont destinés (cf. art. 29 al. 2 et art. 29b LPolfeu).

Art. 8 let. d Délégation de compétence en matière d'émoluments

Cette nouvelle disposition est introduite pour ancrer dans la loi la compétence de l'ECAB concernant la fixation du tarif des émoluments perçus pour les actes qu'il accomplit. Il s'agit des décisions et des mesures prises par les Inspections cantonales, à savoir l'Inspection cantonale du feu, l'Inspection cantonale des installations électriques et l'Inspection cantonale des sapeurs-pompiers.

Art. 27 Principes

Cet article, en tête du chapitre IV de la LPolfeu (Titre: Ramonage), fixe désormais clairement au niveau de la loi tous les principes généraux applicables au ramonage (obligation de ramonage, obligation de laisser ramoner et personne compétente pour ramoner). Il reprend l'essentiel des dispositions (obligations) figurant aux articles 27 LPolfeu et 437 RPolfeu.

L'alinéa 1 de l'article introduit le système de concession, système développé aux articles 28ss du projet. L'ancien système, basé sur les deux piliers (patente personnelle délivrée par le Directeur de la police et «cantonement» par l'ECAB), est, comme déjà exposé, abandonné et simplifié. A l'avenir, les maîtres ramoneurs auront le statut de concessionnaires dans le cadre du monopole voulu par le législateur et admis par la jurisprudence (cf. ATF 109 I a 193).

Art. 28 Cantonnements de ramonage

Dans le système actuel, l'ECAB fixe le contour des cantonnements et décide du «cantonement» des ramoneurs (cf. art. 29 al. 1 et 3 LPolfeu). Le projet fixe désormais clairement dans la loi les critères applicables pour la formation des cantonnements (cf. art. 28 al. 2 LPolfeu). Il appartiendra, dans le système prévu, non plus à l'ECAB, mais au Conseil d'Etat de déterminer en quelque sorte «l'assiette» du monopole, en d'autres termes de fixer combien de maîtres ramoneurs concessionnaires peuvent exercer dans le canton. Il s'agit là d'une tâche importante dans la mesure où elle limite indirectement la liberté économique. Comme déjà dit, cette tâche ne peut en principe pas être déléguée à l'ECAB selon les règles générales (cf. art. 5 al. 2 LOCEA). L'ECAB reste compétent, bien sûr, pour faire les propositions nécessaires, motivées par les critères fixés à l'article 28 al. 2 LPolfeu. A remarquer que le Conseil d'Etat, dans d'autres domaines analogues, est aussi compétent (cf. not. la fixation de l'étendue et du nombre des vétérinaires de cantonnement).

L'article 28 al. 3 LPolfeu garantit d'une part une fixation équitable du contour des cantonnements, avec toute la souplesse voulue et, d'autre part, la viabilité économique des concessions liées à ces cantonnements. Un tel système doit s'accompagner de règles devant permettre d'adapter le contour des cantonnements. L'ECAB devra ainsi examiner périodiquement si la répartition des cantonnements correspond encore aux critères fixés par l'alinéa 2 et faire des propositions en conséquence au Conseil d'Etat (cf. art. 28 al. 3). En outre, des adaptations provisoires sont possibles (cf. art. 28 al. 4 LPolfeu); elles seront essentiellement opérées dans le but de décharger un ramoneur momentanément ou définitivement incapable d'exécuter son office dans tout ou partie de son cantonnement (par ex. en cas de décès ou d'incapacité partielle du ramoneur). Ces adaptations ne doivent pas durer plus d'un an. Passé ce délai, la situation antérieure doit être rétablie; le cas échéant, le Conseil d'Etat devra modifier le contour des cantonnements concernés.

Art. 29 Octroi de la concession de ramonage

Cet article fixe les conditions de la concession bien qu'en soi un tel acte soit un acte discrétionnaire. Menée sur la base d'une mise au concours publique, la procédure est de la compétence de l'ECAB. En cas de candidatures multiples, l'autorité compétente choisira le maître ramoneur qui répond le mieux aux exigences fixées. A cet égard, l'examen portant sur les connaissances légales requises (cf. art. 29 al. 1 let. e LPolfeu) et la capacité à diriger l'entreprise seront, pour l'autorité, des éléments d'appréciation déterminants. Cette exigence n'est contraire ni à la liberté économique, ni au droit européen. Par exemple, la directive 1999/42/CE (cf. art. 3 ch. 1 de dite directive) permet à l'autorité compétente de faire passer une épreuve d'aptitude pour vérifier si le candidat étranger connaît les règles cantonales spécifiques en vigueur en matière de police du feu.

Le candidat concessionnaire doit entre autres être en possession d'un diplôme de maîtrise fédérale; cette exigence est actuellement fixée dans la presque totalité des cantons, y compris Fribourg. Cela dit et conformément à l'Accord sur la libre circulation des personnes, des pratiques ou des certificats étrangers pourront être reconnus équivalents au certificat de maîtrise fédérale. Cette équivalence sera examinée par l'autorité fédérale compétente (Office fédéral de la formation professionnelle et de la

technologie; OFFT), sur la base de la législation fédérale sur la formation professionnelle (cf. not. art. 68 de la loi fédérale du 13 décembre 2002 sur la formation professionnelle; RS 412.10; cf. Message relatif à l'approbation des accords sectoriels entre la Suisse et la CE, du 23 juin 1999, p. 213 du tiré-à-part). La directive 1999/42/CE pourra s'appliquer à la reconnaissance des certificats et des pratiques pour les personnes de la Communauté européenne. A signaler qu'il appartiendra aussi à l'autorité fédérale d'examiner l'équivalence des certificats ou des pratiques de personnes non issues de la Communauté européenne. Sous cet angle, le projet renonce à exclure, pour ces personnes, par exemple titulaires d'un permis d'établissement, la possibilité d'obtenir une concession.

Pour le surplus, le projet reprend les conditions déjà fixées en droit actuel. Cependant, l'exigence du certificat de bonnes mœurs est abandonnée; elle est remplacée par l'exigence, toute générale, d'offrir, par son comportement et ses antécédents, toute garantie concernant la sphère d'activité professionnelle envisagée (cf. al. 1 let. c). L'autorité compétente jouit, ici, d'une large marge de manœuvre, limitée certes par l'arbitraire. Le casier judiciaire du requérant et l'examen de son dossier de police seront notamment déterminants. Par ailleurs, certaines garanties en matière financière sont exigées (cf. al. 1 let. d).

Art. 29a *Durée de la concession*

L'alinéa 1 précise que les concessions accordées sont de durée indéterminée, sous réserve de la disposition de l'alinéa 2, laquelle fixe une limite d'âge. Cette limite est actuellement fixée à l'article 434 al. 2 RPolfeu; une telle disposition doit avoir sa place dans la loi.

Art. 29b *Retrait de concession*

La loi fixe désormais clairement les conditions auxquelles la concession peut ou doit être retirée.

Art. 29c *Personnel*

Le projet fixe – comme le droit actuel le fait en partie à l'article 28 al. 1 LPolfeu – les exigences liées au personnel ainsi que les obligations du maître ramoneur à l'égard de celui-ci.

L'exigence du certificat fédéral de capacité est maintenue (cf. art. 28 al. 1 in fine LPolfeu). Cette exigence ne vise bien sûr que les travaux de ramonage au sens strict, d'autres travaux, comme des travaux de simple nettoyage, pouvant être exécutés par des personnes non titulaires du certificat de capacité.

A l'instar de ce qui est prévu pour l'exigence de la maîtrise, le projet rappelle qu'un certificat reconnu équivalent par l'autorité fédérale devra aussi être pris en considération (cf. art. 68 de la loi fédérale sur la formation professionnelle). Une pratique pourra aussi être reconnue équivalente à un certificat.

A l'alinéa 2 de l'article 29c LPolfeu, une disposition précise les obligations du maître ramoneur concernant le choix et la surveillance des employés ainsi que l'obligation d'instruire ceux-ci. La violation de ces obligations peut entraîner, outre une responsabilité à l'égard des clients (cf. art. 29c al. 3 LPolfeu), le retrait de la concession (cf. art. 29b al. 1 LPolfeu).

Art. 30 *Devoirs du ramoneur*

L'article 30, tel que proposé, fixe les devoirs du maître ramoneur (exécution du travail et avis à donner en cas de

nécessité). Pour ce qui est des infractions et des dénonciations, le projet regroupe en un seul article les dispositions figurant actuellement à l'article 30 al. 2 LPolfeu, à l'article 444 al. 1 RPolfeu et à l'article 439 RPolfeu. L'obligation, pour le maître ramoneur, de tenir un fichier de ses clients est justifiée à plus d'un titre. Elle permet notamment à l'autorité de surveillance d'exercer ses contrôles et, surtout, à l'ECAB et au Conseil d'Etat de disposer des données nécessaires concernant l'application de l'article 28 LPolfeu (formation des cantonnements).

Le projet distingue l'information donnée au propriétaire de celle donnée à la commission locale du feu concernée et à l'inspecteur du feu. Dans le système actuel, la police du feu reste essentiellement une tâche communale et les commissions locales du feu ont à cet égard une tâche primordiale (examen des permis de construire, contrôle des bâtiments en construction, visites du feu tous les ans des bâtiments agricoles, des ateliers, des usines et autres bâtiments présentant des risques particuliers d'incendie, visite du feu tous les deux ans pour les autres bâtiments; cf. les dispositions du droit actuel figurant aux art. 7 LPolfeu et 3 RPolfeu). Il appartient à cette autorité de donner les ordres nécessaires pour que les bâtiments soient conformes aux prescriptions de la police du feu (cf. art. 3 al. 2 let. c RPolfeu). Cela dit, l'Inspection cantonale du feu, par l'inspecteur du feu concerné, peut aussi, de son côté, procéder à des contrôles de sa propre initiative (cf. art. 5 let. a RPolfeu) et prendre les mesures nécessaires.

Art. 31 *Assurance responsabilité civile*

Les dispositions du projet précisent les règles concernant l'assurance responsabilité civile. Le montant de la couverture d'assurance sera fixé dans le règlement d'exécution, et non plus par l'ECAB.

Art. 32 *Tarif de ramonage*

Les dispositions concernant le tarif correspondent à celles actuellement en vigueur, sauf qu'elles formalisent, pour cette matière, le préavis de l'ECAB et celui de l'Association des maîtres ramoneurs du canton de Fribourg.

A l'alinéa 2, le projet fixe désormais dans la loi la règle, concernant la contestation des factures de ramonage, figurant actuellement aussi à l'article 13 de l'arrêté concernant le tarif de ramonage (introduction d'une réclamation auprès du maître ramoneur). Le projet maintient ce système, ainsi que la compétence du préfet. A signaler que les contestations en la matière sont extrêmement rares devant le préfet (1 recours en 1999) même si, dans la pratique, plusieurs problèmes se sont posés (factures inexactes, utilisation d'anciennes formules, ...).

Art. 32a *Surveillance des ramoneurs et mesures administratives*

L'article 32a LPolfeu introduit des dispositions précises en matière de surveillance des ramoneurs, le droit actuel étant jugé insuffisant à cet égard (cf. art. 446 RPolfeu: compétence des commissions locales du feu). L'ECAB dispose, pour exercer ses tâches de surveillance, de l'Inspection cantonale du feu.

Si le rôle de l'ECAB est renforcé (cf. al. 3 et 4 de la disposition), il n'en demeure pas moins que les commissions locales du feu doivent accomplir leurs tâches légales en

matière de police du feu, ce qui, en pratique, ne semble pas toujours être le cas.

Art. 54a *Droit transitoire concernant les cantonnements*

L'article 54a LPolfeu introduit d'abord une disposition transitoire permettant aux maîtres ramoneurs au bénéfice d'un cantonnement à l'entrée en vigueur du nouveau système d'être considérés comme des concessionnaires. Le projet renonce à exiger de ceux-ci qu'ils introduisent une requête visant à l'obtention d'une concession aux conditions de l'article 29 LPolfeu.

Le Conseil d'Etat dispose d'un délai d'une année pour arrêter le nombre et l'étendue des cantonnements de ramonage, en application de l'article 28 LPolfeu. Ce délai est suffisant notamment pour permettre à l'ECAB de vérifier si les cantonnements existants sont formés conformément aux critères de l'article 28 al. 2 LPolfeu.

4.2 Loi sur l'assurance des bâtiments contre l'incendie et les autres dommages (art. 2 du projet)

Art. 26 *Rétribution des membres des commissions de taxation*

A l'article 26 de la loi du 6 mai 1965 sur l'assurance des bâtiments contre l'incendie et les autres dommages (RSF 732.1.1) est introduite une disposition déléguant à l'ECAB la compétence de fixer le tarif de la rétribution des membres des commissions de taxation de district. Comme déjà dit, une telle délégation, justifiée sur le fond, exige une assise légale si l'on veut déroger au prescrit de l'article 5 al. 2 LOCEA.

Art. 84 al. 3 *Subventions*

Un alinéa 3 est ajouté à l'article 84 de la loi afin d'ancrer dans celle-ci la compétence, de l'ECAB, pour fixer et indexer le taux des subsides pour les cours d'instruction des sapeurs-pompiers. Cette norme est aussi exigée par l'article 5 al. 2 LOCEA.

Nous vous invitons à adopter ce projet de loi.

BOTSCHAFT Nr. 91 *16. September 2003* **des Staatsrats an den Grossen Rat** **zum Gesetzesentwurf zur Änderung von verschiedenen Bestimmungen im Bereich der Feuerpolizei (Kaminfegerdienst) und der Gebäudeversicherung**

Wie unterbreiten Ihnen hiermit einen Entwurf des Gesetzes zur Änderung von verschiedenen Bestimmungen im Bereich der Feuerpolizei (Kaminfegerdienst) und der Gebäudeversicherung (der Entwurf).

1. NOTWENDIGKEIT DER VORGESCHLAGENEN ÄNDERUNGEN

1.1 Änderungen des Gesetzes betreffend die Feuerpolizei und den Schutz gegen Elementarschäden (Kaminfegerdienst) (im Anschluss an das Postulat Bruno Fasel)

a) Mit einem am 18. Februar 1998 eingereichten und begründeten Postulat (TGR 1998 S. 295) hat Grossrat

Bruno Fasel beantragt, dass der Staatsrat überprüfen solle, ob die Bestimmungen der Artikel 27 – 32 des Gesetzes vom 12. November 1964 betreffend die Feuerpolizei und den Schutz gegen Elementarschäden (FPolG) und die entsprechenden Bestimmungen der Ausführungsverordnung, welche sich mit der Reinigung der Kamine befassen, den heutigen Anforderungen noch genügen.

Zur Unterstützung seines Antrags hat Grossrat Fasel hervorgehoben, dass aufgrund des in Artikel 29 FPolG vorgesehenen Systems der Kaminfegerkreise ein junger, diplomierter Kaminfeger praktisch keine Chancen mehr hat, sich selbständig zu machen, was eine Einschränkung der Konkurrenzfreiheit mit möglichen negativen Auswirkungen auf Effizienz und Qualität der Leistungen bedeutet. Des Weiteren erachtete Grossrat Fasel, dass die Bestimmungen über die obligatorische Kaminreinigung, welche in Artikel 440 der Verordnung betreffend die Feuerpolizei und den Schutz gegen Elementarschäden (FPoIV) enthalten sind, den heutigen Anforderungen nicht mehr genügen und von den Kaminfegern praktisch nicht mehr befolgt werden können.

b) In seiner Antwort vom 21. April 1998 (TGR 1998 S. 524) hat der Staatsrat vom Postulat Kenntnis genommen und eingewilligt, die Frage abzuklären, ob die geltende Gesetzgebung über den Kaminfegerreinigungsdienst in der heutigen Situation noch zufriedenstellend ist. Er hat sich dazu verpflichtet zu überprüfen, ob und in welchem Masse ein monopolfreies, liberales System geeignet sei, das öffentliche Interesse an der Verhütung von Bränden und Luftverschmutzung zum Schutz von Personen und Gütern genügend und ohne Einbussen hinsichtlich der Qualität dieser Dienstleistungen zu gewährleisten. Unter diesem Gesichtspunkt war auch abzuklären, ob die Konkurrenzfreiheit geeignet wäre, die Leistungen und die Qualität der Kaminfeger zu verbessern.

Der Staatsrat hat ausserdem darauf hingewiesen, dass das Bundesgericht mit Blick auf das öffentliche Interesse anerkannt hat, dass die Monopolisierung des Kaminfegerreinigungsdienstes als zulässige Einschränkung der Handels- und Gewerbefreiheit betrachtet werden dürfe (vgl. BGE 96 I 207 und 109 I a 193). Der geltende Kaminfegertarif war relativ günstig und weniger hoch als beispielsweise der Tarif der Monteure, die einen Heimdienst für die Reparatur von Haushaltapparaten anbieten. Er war auch niedriger als der vom Preisüberwacher bewilligte Rahmentarif. Was die Häufigkeit der Kaminreinigungen anbelangt, hat der Staatsrat hervorgehoben, dass diese der technischen Entwicklung angepasst und verringert worden ist; Artikel 440 FPolV, der die Zeitabstände zwischen den jeweiligen Kaminreinigungen festsetzt, war diesbezüglich am 10. Dezember 1996 geändert worden.

Der Staatsrat hat dem Grossen Rat zum Schluss die Annahme des Postulats in diesem Sinne beantragt. Der Grosse Rat ist diesem Antrag in der Maisession 1998 gefolgt (TGR 1998 S. 632 – 634).

c) Die Polizeidirektion hat diesbezüglich bei der Kantonalen Gebäudeversicherung (KGV) einen umfassenden Bericht eingeholt. Die KGV hat eine Arbeitsgruppe zusammengestellt, an der auch der Kaminfegermeisterverband des Kantons Freiburg vertreten war. Am 7. April 1999 hat der Staatsrat dem Grossen Rat einen Bericht zum Postulat Bruno Fasel unterbreitet.

Dieser stützte sich ab auf die Feststellungen und Schlussfolgerungen, zu denen die oben erwähnte Arbeitsgruppe gelangt war. In gesetzgeberischer Hinsicht wurden in diesem Bericht verschiedene Änderungen vorgeschlagen, nämlich die formelle Einführung eines Verfahrens zur öffentlichen Ausschreibung der Zuteilung der Kaminfegerkreise, die Einführung der Verpflichtung des Kaminfegers, seinen Besuch mindestens drei Tage im Voraus anzukündigen und die Einführung der Möglichkeit für den Eigentümer oder Mieter, sich bei Unstimmigkeiten an einen anderen Kaminfeger zu wenden.

Der Grosse Rat hat den Bericht in der Maisession 1999 zur Kenntnis genommen.

- d) In der Folge hat die Polizeidirektion am 1. Oktober 1999 die KGV beauftragt, die vom Grossen Rat verlangten Gesetzesänderungen vorzubereiten und andere Fragen wie eine eventuelle Anpassung der Gesetzes- oder Ausführungsbestimmungen an das Bundesgesetz über den Binnenmarkt (BMG) und an die Vereinbarung des Espace Mittelland, die genauere Festlegung des Verfahrens für die Bildung der Kaminfegerkreise und die Erteilung der « Patente » sowie die Verstärkung und Klarstellung der Beaufsichtigung der Kaminfeger abzuklären.
- e) Die Direktion der KGV hat eine Arbeitsgruppe gebildet und sie beauftragt, dem Verwaltungsrat Änderungsvorschläge zu unterbreiten. Diese aus Vertretern der Direktion der KGV, des Feuerinspektorates, des Kaminfegermeisterverbandes des Kantons Freiburg und der Polizeidirektion zusammengesetzte Gruppe hat zwischen Dezember 1999 und September 2000 getagt. Sie hat einen Vorentwurf des Gesetzes zur Änderung des Gesetzes betreffend die Feuerpolizei und den Schutz gegen Elementarschäden sowie einen Entwurf des Beschlusses zur Änderung der Verordnung betreffend die Feuerpolizei und den Schutz gegen Elementarschäden ausgearbeitet.

Der Verwaltungsrat der KGV hat an seiner Sitzung vom 24. November 2000 von diesem Vorentwurf Kenntnis genommen.

- f) In der Folge hat die Polizeidirektion am 14. Mai 2001 den Gesetzesvorentwurf und einen Beschlussentwurf mit den Änderungsvorschlägen bei den betroffenen Organen in die Vernehmlassung gegeben. Diese Vernehmlassung fand im Rahmen der Anpassung der freiburgischen Gesetzgebung an die sektoriellen Abkommen zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft statt.

Die zur Stellungnahme unterbreiteten Erlassvorlagen umfassten einerseits die im Anschluss an das Postulat Fasel geforderten Änderungen und andererseits jene Änderungen, die mit der Übernahme der in diesem Bereich anwendbaren Richtlinie 1999/42/EG ins freiburgische Recht im Hinblick auf das nächstens in Kraft tretende Personenfreizügigkeitsabkommen notwendig sind. Diese Erlasse sind bei den befragten Organen positiv aufgenommen worden. Die wichtigsten betroffenen Ausführungsorgane, nämlich die Direktion der KGV, das kantonale Feuerinspektorat und der Kaminfegermeisterverband des Kantons Freiburg haben die Vorlagen befürwortet.

Im Entwurf sind die Änderungsvorschläge der befragten Organe grösstenteils berücksichtigt worden. In

Anbetracht des Umfangs der vorgeschlagenen Änderungen des Gesetzes betreffend die Feuerpolizei und den Schutz gegen Elementarschäden ist entschieden worden, diese nicht in den Rahmen der Anpassung der freiburgischen Gesetzgebung an die sektoriellen Abkommen einzubinden. Es ist somit eine eigenständige Änderungsvorlage vorbereitet worden.

- g) In seiner Sitzung vom 4. Juli 2003 hat der Verwaltungsrat der KGV die vorgeschlagenen Änderungen befürwortet.

1.2 Die durch Artikel 5 Abs. 2 des Gesetzes über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung erforderlichen (nebensächlichen) Änderungen (Änderung des Gesetzes über die Versicherung der Gebäude gegen Brand und andere Schäden)

Einige Bestimmungen auf Reglementsstufe sehen die Delegation einer Rechtsetzungskompetenz an die KGV vor. Es sind dies folgende Erlasse:

- a) Beschluss vom 3. Juli 1984, mit welchem der kantonalen Gebäudeversicherungsanstalt die Vollmacht übertragen wird, einen Anwendungstarif zum Artikel 66 der Verordnung über die Feuerpolizei und den Schutz gegen Elementarschäden (Personen- und Warenaufzüge) zu erlassen (*SGF* 731.1.26).
- b) Artikel 1 Ziff. 24 des Beschlusses vom 29. Dezember 1967 betreffend Beitragsleistungen der kantonalen Gebäudeversicherungsanstalt an die Kosten für die Feuerschutz- und Feuerbekämpfungsmassnahmen (*SGF* 731.0.22).
- c) Artikel 17 der Ausführungsverordnung vom 14. November 1966 zum Gesetz vom 6. Mai 1965 über die Versicherung der Gebäude gegen Brand und andere Schäden (*SGF* 732.1.11).

Gemäss Artikel 5 Abs. 2 des Gesetzes vom 16. Oktober 2001 über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung (SVOG) sind solche Kompetenzdelegationen nur zulässig, wenn sie in einem Gesetz im formellen Sinn enthalten sind. Mit dieser Gesetzesänderung wird somit die Gelegenheit ergriffen, diese Kompetenzdelegationen, die sich aufgrund der finanziellen Selbständigkeit der Anstalt rechtfertigen, im Gesetz vom 6. Mai 1965 über die Versicherung der Gebäude gegen Brand und andere Schäden zu verankern.

2. WICHTIGSTE ÄNDERUNGEN IM BEREICH DES KAMINFEGERDIENSTES

2.1 Einführung eines Konzessionssystems

Die Gesetzgebung im Bereich des Kaminfegerdienstes ist gegenwärtig in den Artikeln 27 – 32 FPoLG und 434 – 451 FPoLV enthalten. Die Übertragung der diesbezüglich anwendbaren Richtlinie 1999/42/EG ins kantonale Recht erfordert eine Bereinigung des geltenden Rechts im Bereich des Kaminfegerdienstes, welches sich im Übrigen ohnehin unter mehreren Aspekten als unzweckmässig und lückenhaft erweist. So wird das System der zweifachen Bewilligung (vom Sicherheits- und Justizdirektor erteiltes Patent und Zuteilung der Kaminfegerkreise durch die KGV) aufgegeben zugunsten des einfacheren Systems der Konzession. Mit der Konzession (für eine öffentliche Aufgabe) verleiht der Staat einem Kaminfegermeister das Recht und auferlegt ihm die Pflicht, einen

öffentlichen Dienst unter der Aufsicht einer Behörde (dem Konzessionsgeber) in seinem Namen und auf eigene Gefahr und Rechnung zu verrichten. Die Unterscheidung zwischen Patent (Polizeibewilligung) und Zuteilung der Kaminfegerkreise hat keine Berechtigung mehr, umso mehr, als die geltende Gesetzgebung hierfür auch noch die Zuständigkeit zweier verschiedener Behörden vorsieht. Ausserdem ist es unverständlich, dass der Inhaber eines Patentes nicht – wie aus dem geltenden Recht implizit hervorgeht – Anspruch auf die Zuteilung eines Kaminfegerkreises erheben kann, wo er doch alle Bedingungen für die Erteilung einer entsprechenden Bewilligung erfüllt.

Der Entwurf ändert somit die Kompetenzen. Als zuständige Behörde für die Erteilung der Konzession sieht er die Sicherheits- und Justizdirektion vor (vgl. Art. 29 FpolG in der vorgeschlagenen Fassung), der es bereits nach dem geltenden Recht obliegt zu überprüfen, ob die Voraussetzungen für eine Patenterteilung erfüllt sind (vgl. Art. 28 FpolG). Hingegen soll die Festlegung von Anzahl und Ausdehnung der Kaminfegerkreise dem Staatsrat anvertraut werden (vgl. Art. 28 FpolG in der vorgeschlagenen Fassung). Diese Aufgabe wird heute ausschliesslich durch die KGV wahrgenommen. Artikel 5 Abs. 2 SVOG verbietet an sich, wie oben dargelegt, den Erlass von Ausführungsbestimmungen an eine Anstalt zu delegieren. Da es vorliegend darum geht, gewissermassen die Bandbreite des Monopols und folglich die definitive (maximale) Anzahl der konzessionierten Kaminfeger festzulegen, rechtfertigt es sich, diese Kompetenz dem Staatsrat zu erteilen. Die Sicherheits- und Justizdirektion hierzu für zuständig zu erklären, wäre nicht zweckmässig, da es nicht um die Festlegung nebensächlicher oder vorwiegend technischer Fragen geht (vgl. Art. 5 Abs. 2 in fine SVOG). Schliesslich füllt der Entwurf eine krasse Lücke in dem Sinne, dass er die Kriterien für die Bildung der Kaminfegerkreise festlegt.

2.2 Verstärkung der Aufsicht über die Tätigkeit der Kaminfeger

Der Entwurf verstärkt die Aufsicht über die Tätigkeit der konzessionierten Kaminfeger dadurch, dass er die diesbezüglichen Aufgaben der KGV, oder genauer gesagt, einer ihrer Sektionen, dem kantonalen Feuerinspektorat (vgl. Art. 32a FpolG in der vorgeschlagenen Fassung) anvertraut. Ausserdem legt der Entwurf die anwendbaren Regeln im Falle eines Entzugs der Konzession fest (vgl. Art. 29b FpolG in der vorgeschlagenen Fassung).

2.3 Andere Neuheiten

Als Folge des Postulats Bruno Fasel werden gewisse Bestimmungen wie die Verpflichtung zur öffentlichen Ausschreibung der Konzessionen eingeführt (vgl. Art. 29 Abs. 3 FpolG in der vorgeschlagenen Fassung). Hervorzuheben ist, dass mehrere andere, im Bericht vorgeschlagene Änderungen auf dem Verordnungsweg eingeführt werden sollen. Dies betrifft namentlich die Verpflichtung des Kaminfegers, seinen Besuch mindestens drei Tage im Voraus anzukündigen. In der Verordnung wird auch festgelegt werden, dass der Eigentümer oder der Mieter berechtigt ist, sich im Falle von Unstimmigkeiten mit dem ordentlichweise zuständigen Kaminfeger an einen anderen Kaminfeger zu wenden.

3. AUSWIRKUNGEN DES ENTWURFS

Der Entwurf hat weder in finanzieller noch in personeller Hinsicht Auswirkungen, insbesondere was die mit der Aufsicht im Bereich des Kaminfegerdienstes beauftragten Organe der KGV anbelangt (kantonale Feuerinspektion und Feuerinspektoren). Er verändert auch nicht die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden im Bereich der Feuerpolizei und des Schutzes gegen Elementarschäden. Diese Aufgaben werden weiterhin hauptsächlich durch die Gemeinden wahrgenommen werden.

Der Entwurf behält die Anerkennung eines im Ausland erworbenen Diploms und die Anerkennung ihrer Gleichwertigkeit mit einem eidgenössischen Meisterdiplom der Bundesbehörde vor. Er stimmt unter diesem Gesichtspunkt mit dem Europäischen Recht, wie es aus dem Freizügigkeitsabkommen, insbesondere der Richtlinie 1999/42/EG, übernommen wurde, überein.

4. KURZE ERLÄUTERUNG DER BESTIMMUNGEN

4.1 Gesetz betreffend die Feuerpolizei und den Schutz gegen Elementarschäden (Art. 1 des Entwurfs)

Art. 3 Bst. a^{bis} und 4a Ausführungsorgane

Das FpolG verleiht der Sicherheits- und Justizdirektion zurzeit keine eigenständigen Kompetenzen. Die Artikel 3 Bst. a^{bis} und 4a des vorgeschlagenen Entwurfs bezeichnen nun die Direktion als zuständige Behörde für die Erteilung, die Verweigerung oder den Entzug der Kaminfegerkonzession (vgl. Art. 29 Abs. 2 und 29b FpolG).

Art. 5 Bst. a und 8 Bst. b Bezeichnung der zuständigen Direktion

Die Direktion (zurzeit die Sicherheits- und Justizdirektion) wird in diesen Bestimmungen als zuständige Behörde für die Entgegennahme gewisser Stellungnahmen des Oberamtmannes oder der KGV bezeichnet (vgl. Art. 29 Abs. 2 und Art. 29b FpolG).

Art. 8 Bst. d Kompetenzdelegation bei der Gebührenerhebung

Mit dieser neuen Bestimmung soll die Zuständigkeit der KGV zur Festlegung des Tarifs der von ihr im Rahmen der Erfüllung ihrer Aufgaben erhobenen Gebühren eingeführt werden. Es geht hierbei um die Entscheide und die Massnahmen, welche die kantonalen Inspektorate, nämlich das Feuerinspektorat, das Inspektorat für elektrische Installationen und schliesslich das Feuerwehrenspektorat treffen.

Art. 27 Grundsätze

Dieser erste Artikel des vierten Kapitels des FpolG (Überschrift: Reinigung der Kamine), legt nun alle für die Kaminreinigung geltenden allgemeinen Grundsätze im Gesetz fest (Reinigungspflicht, Duldung der Kaminreinigung und für die Kaminreinigung verantwortliche Person). Er übernimmt den wichtigsten Inhalt der in den Artikeln 27 FpolG und 437 FpolV enthaltenen Vorschriften (Pflichten).

In Absatz 1 wird das System der Konzession eingeführt, die wiederum in den Artikeln 28 ff. des Entwurfs dargelegt wird. Das auf zwei Pfeilern (persönliches, durch den Polizeidirektor erteiltes Patent und Einteilung der Kaminfegerkreise durch die KGV) stehende alte System wird, wie bereits erwähnt, aufgegeben und vereinfacht. In Zukunft werden die Kaminfegermeister die Stellung von Konzessionsnehmern im Rahmen des vom Gesetzgeber gewollten und in der Rechtsprechung zugelassenen Monopols einnehmen (vgl. BGE 109 I a 193).

Art. 28 *Kaminfegerkreise*

Im geltenden System legt die KGV die Kaminfegerkreise fest und entscheidet über deren Zuteilung an die Kaminfeger (vgl. Art. 29 Abs. 1 und 3 FPolG). Der Entwurf zählt nun im Gesetz die Kriterien klar auf, die für die Bildung der Kaminfegerkreise massgebend sind (vgl. Art. 28 Abs. 2 FPolG). Nach dem vorgesehenen System wird nun nicht mehr die KGV, sondern der Staatsrat gewissermassen die «Bandbreite» des Monopols bestimmen. Dies bedeutet, dass er festlegen wird, wie viele konzessionierte Kaminfegermeister ihren Beruf im Kanton ausüben dürfen. Dies ist eine wichtige Aufgabe, deren Erfüllung zur Folge hat, die Wirtschaftsfreiheit indirekt einzuschränken. Wie bereits erläutert, kann diese Aufgabe gemäss den allgemeinen Regeln grundsätzlich nicht an die KGV delegiert werden (vgl. Art. 5 a Abs. 2 SVOG). Die KGV wird jedoch weiterhin zuständig sein, dem Staatsrat die erforderlichen, nach den Kriterien des Artikels 28 Abs. 2 FPolG bemessenen Vorschläge zu unterbreiten. Der Staatsrat nimmt auch auf anderen ähnlichen Gebieten solche Kompetenzen wahr (vgl. namentlich die Festlegung des Tätigkeitsgebietes und der Anzahl der Kreistierärzte).

Artikel 28 Abs. 3 FPolG gewährleistet einerseits eine ausgewogene Festlegung der Kaminfegerkreise, einschliesslich der nötigen Flexibilität, und andererseits auch die wirtschaftliche Tragfähigkeit der mit den Kaminfegerkreisen verbundenen Konzessionen. Ein solches System lässt sich nur durchsetzen, wenn Regeln es erlauben, die Umkreise der Tätigkeitsgebiete provisorisch anzupassen. Die KGV wird somit periodisch überprüfen, ob die Aufteilung der Kaminfegerkreise noch mit den in Absatz 2 festgelegten Kriterien übereinstimmt und dem Staatsrat entsprechende Vorschläge unterbreiten müssen (vgl. Art. 28 Abs. 3). Ausserdem steht auch die Möglichkeit offen, provisorische Anpassungen vorzunehmen (vgl. Art. 28 Abs. 4 FPolG); solche werden hauptsächlich erfolgen, um einen Kaminfeger zu entlasten, der momentan oder endgültig nicht mehr in der Lage ist, seinen Dienst im ganzen Kaminfegerkreis oder in einem Teil davon zu verrichten (beispielsweise bei Tod oder teilweiser Arbeitsunfähigkeit des Kaminfegers). Diese Anpassungen sollen höchstens ein Jahr andauern. Nach dieser Frist ist die vorherige Situation wieder herzustellen oder hat der Staatsrat gegebenenfalls eine Änderung des Umkreises der betroffenen Kaminfegerkreise vorzunehmen.

Art. 29 *Erteilung der Kaminfegerkonzession*

Dieser Artikel legt die Bedingungen für die Erteilung einer Konzession fest, obwohl dies an sich ein Ermessensakt ist. Das auf den Grundlagen einer öffentlichen Ausschreibung abgestützte Verfahren wird durch die KGV durchgeführt. Sind mehrere Kandidaturen eingegeben worden, wird die zuständige Behörde die Konzession jenem Kaminfegermeister erteilen, der den gestellten

Anforderungen am besten genügt. Von entscheidender Bedeutung werden für die Behörde diesbezüglich die geforderten Kenntnisse der Gesetzgebung (vgl. Art. 29 Abs. 1 Bst. e FPolG) und die Fähigkeit zur Leitung des Kaminfegerbetriebes sein. Diese Anforderung verstösst weder gegen die Wirtschaftsfreiheit noch gegen Europäisches Recht. So erlaubt die Richtlinie 1999/42/EG (vgl. Art. 3 Ziff. 1) der zuständigen Behörde, einen Eignungstest durchzuführen um zu prüfen, ob der ausländische Anwärter die geltenden spezifischen kantonalen Vorschriften im Feuerpolizeibereich kennt.

Der Konzessionsanwärter muss unter anderem im Besitz eines Ausweises über den Erwerb eines eidgenössischen Meisterdiploms sein. Diese Anforderung wird gegenwärtig in nahezu allen Kantonen, einschliesslich Freiburg, gestellt. Entsprechend dem Personenfreizügigkeitsabkommen können im Ausland erworbene Berufserfahrung und Befähigungsausweise als dem eidgenössischen Meisterdiplom gleichwertig anerkannt werden. Die Gleichwertigkeit wird von der zuständigen eidgenössischen Behörde (dem Bundesamt für Berufsbildung und Technologie; BBT) gestützt auf die Bundesgesetzgebung im Bereich der Berufsausbildung zu überprüfen sein (vgl. insbes. Art. 68 des Bundesgesetzes vom 13. Dezember 2002 über die Berufsbildung; SR 412.10; vgl. Botschaft des Bundesrates zur Genehmigung der sektoriellen Abkommen zwischen der Schweiz und der EG vom 23. Juni 1999, S. 221 f. des Sonderdrucks). Für die Anerkennung von Befähigungsnachweisen und Berufserfahrung von Personen aus der Europäischen Gemeinschaft wird die Richtlinie 1999/42/EG zur Anwendung gelangen. Anzumerken ist, dass die Bundesbehörde zuständig sein wird, ebenfalls über solche Ausweise und Berufserfahrung von Personen zu befinden, die nicht aus einem Staat der Europäischen Gemeinschaft stammen. Unter diesem Gesichtspunkt verzichtet der Entwurf somit darauf, solche Personen, beispielsweise Inhaber einer Niederlassungsbewilligung, als Konzessionsanwärter auszuschliessen.

Im Übrigen übernimmt der Entwurf die im geltenden Recht festgelegten Bedingungen. Jedoch wird auf die Einreichung eines Leumundszeugnisses verzichtet; an dessen Stelle tritt die ganz allgemein formulierte Anforderung, dass die betreffende Person durch ihr Verhalten und ihr Vorleben jegliche Gewähr in Bezug auf die beabsichtigte Tätigkeit bieten muss (vgl. Abs. 1 Bst. c). Die zuständige Behörde verfügt in dieser Hinsicht im Rahmen des Willkürverbotes über einen weiten Ermessensspielraum. Ausschlaggebend hierfür werden insbesondere der Strafregisterauszug und die Polizeiakten des Anwärters sein. Ausserdem werden in finanzieller Hinsicht gewisse Garantien verlangt (vgl. Abs. 1 Bst. d).

Art. 29a *Gültigkeitsdauer der Konzession*

Absatz 1 präzisiert, dass die erteilten Konzessionen von unbestimmter Dauer sind, unter Vorbehalt der Bestimmung in Absatz 2, welche eine Altersbegrenzung vorsieht. Eine solche ist gegenwärtig in Artikel 434 Abs. 2 FPolV festgelegt; sie soll nun im Gesetz ihren Platz bekommen.

Art. 29b *Entzug der Konzession*

Im Gesetz sollen nunmehr die Bedingungen für den Entzug der Konzession klar festgelegt werden.

Art. 29c *Personal*

Der Entwurf legt – wie bereits heute zum Teil in Artikel 28 Abs. 1 FPolG – die Anforderungen in Zusammenhang

mit dem Personal sowie die Pflichten des Kaminfegermeisters den Angestellten gegenüber fest.

Verlangt wird weiterhin ein eidgenössischer Fähigkeitsausweis (vgl. Art. 28 Abs. 1 in fine FPolG). Diese Anforderung gilt natürlich nur für die Kaminfegerarbeiten im engeren Sinn. Andere Arbeiten wie gewöhnliche Reinigungsarbeiten können auch durch Personen verrichtet werden, die keinen Fähigkeitsausweis besitzen.

Gleich wie für das Erfordernis eines Ausweises über die bestandene Meisterprüfung bestimmt der Entwurf, dass auch ein von der Bundesbehörde als gleichwertig anerkannter Befähigungsausweis berücksichtigt werden muss (vgl. Art. 68 des Bundesgesetzes über die Berufsbildung). Auch die Berufserfahrung wird als einem Ausweis gleichwertig anerkannt werden können.

In Absatz 2 des Artikels 29c FPolG werden die Pflichten des Kaminfegermeisters bezüglich der Auswahl, der Überwachung und der Instruierung seiner Angestellten näher beschrieben. Ihre Verletzung kann abgesehen von der Auslösung einer Haftpflicht den Kunden gegenüber (vgl. Art. 29c Abs. 3 FPolG) den Entzug der Konzession zur Folge haben (vgl. Art. 29b Abs. 1 FPolG).

Art. 30 Aufgaben des Kaminfegers

Artikel 30 in der vorgeschlagenen Fassung legt die Aufgaben des Kaminfegermeisters fest (Ausführung der Arbeit und wenn nötig Anzeige). Was die Widerhandlungen und Anzeigen anbelangt, fasst der Entwurf die gegenwärtig in den Artikeln 30 Abs. 2 FPolG, 444 Abs. 1 und 439 FPolV enthaltenen Bestimmungen in einem einzigen Artikel zusammen. Die Verpflichtung des Kaminfegermeisters zur Führung einer Datensammlung über seine Kunden ist in mehrfacher Hinsicht gerechtfertigt. Sie erlaubt es namentlich der Aufsichtsbehörde, ihre Kontrollen durchzuführen und vor allem der KGV und dem Staatsrat, die notwendigen Daten für die Anwendung des Artikels 28 FPolG (Bildung der Kaminfegerkreise) zur Verfügung zu haben.

Der Entwurf unterscheidet zwischen der dem Eigentümer und der der betroffenen lokalen Feuerkommission und dem Feuerinspektor erteilten Information. Nach dem gegenwärtigen System ist die Feuerpolizei hauptsächlich eine Aufgabe der Gemeinde, und die lokale Feuerkommission hat diesbezüglich eine wesentliche Stellung (Prüfung der Baubewilligungen, Kontrolle der im Bau befindlichen Gebäude, alle fünf Jahre Feuerschau in landwirtschaftlichen Gebäuden, Werkstätten, Betrieben und anderen Gebäuden mit speziellen Brandrisiken, alle zwei Jahre Feuerschau in den anderen Gebäuden, vgl. die gegenwärtig in den Art. 7 FPolG und Art. 3 FPolV enthaltenen Bestimmungen). Es obliegt dieser Behörde, die nötigen Befehle zu geben, damit die Gebäude den feuerpolizeilichen Vorschriften entsprechen (vgl. Art. 3 Abs. 2 Bst. c FPolV). Das kantonale Feuerinspektorat beziehungsweise der entsprechende Feuerinspektor kann jedoch seinerseits von sich aus Kontrollen vornehmen (vgl. Art. 5 Bst. a FPolV) und die notwendigen Massnahmen treffen.

Art. 31 Haftpflichtversicherung

Die Bestimmungen des Entwurfs verdeutlichen die Regeln hinsichtlich der Haftpflichtversicherung. Die Höhe der Versicherungssumme wird in der Verordnung, und nicht mehr durch die KGV festgelegt werden.

Art. 32 Kaminfegertarif

Die Bestimmungen betreffend den Kaminfegertarif entsprechen dem geltenden Recht, wobei zusätzlich gesetzlich festgelegt wird, dass von der KGV und vom Kaminfegermeisterverband diesbezüglich Stellungnahmen einzuholen sind.

In Absatz 2 wird gesetzlich verankert, dass gegen bestrittene Kaminfegerrechnungen beim Kaminfegermeister Einsprache erhoben werden kann. Diese Regel findet sich gegenwärtig auch in Artikel 13 des Beschlusses über den Kaminfegertarif (Einführung einer Einsprache beim Kaminfegermeister). Im Entwurf wird dieses System, ebenso wie die Zuständigkeit des Oberamtmannes, beibehalten. Zu betonen ist, dass derartige Beanstandungen nur äusserst selten an den Oberamtmann weitergezogen werden (1 Beschwerde im Jahr 1999), wenn auch in der Praxis verschiedentlich Probleme aufgetaucht sind (ungenauere Rechnungen, Verwendung alter Formulare, ...).

Art. 32a Aufsicht über die Kaminfeger und Administrativmassnahmen

Artikel 32a FPolG führt genaue Bestimmungen hinsichtlich der Aufsicht über die Kaminfeger ein. Das geltende Recht hat sich diesbezüglich als unzureichend erwiesen (vgl. Art. 446 FPolV: Zuständigkeit der lokalen Feuerkommissionen). Die KGV verfügt für die Erfüllung ihrer Aufgaben über das kantonale Feuerinspektorat.

Auch wenn die Stellung der KGV verstärkt wird (vgl. Abs. 3 und 4 dieser Bestimmung), sind die lokalen Feuerkommissionen dennoch verpflichtet, ihre gesetzlichen Aufgaben im Feuerpolizeibereich zu erfüllen. In der Praxis ist dies anscheinend nicht immer der Fall.

Art. 54a Übergangsrecht betreffend die Kaminfegerkreise

Artikel 54a FPolG führt zunächst eine Übergangsbestimmung ein, nach welcher diejenigen Kaminfegermeister, denen ein Kaminfegerkreis bereits zugeteilt wurde, bei Inkrafttreten des neuen Systems als Konzessionsinhaber betrachtet werden. Der Entwurf verzichtet darauf, diese zur Eingabe eines Gesuchs zur Erlangung einer Konzession nach den Bedingungen des Artikels 29 FPolGE zu verpflichten.

Der Staatsrat verfügt gemäss Artikel 28 FPolG über eine Frist von einem Jahr, um die Anzahl und die Ausdehnung der Kaminfegerkreise festzulegen. Diese Zeitspanne ist ausreichend, insbesondere um der KGV die Überprüfung der Übereinstimmung der gebildeten Kaminfegerkreise mit den Kriterien des Artikels 28 Abs. 2 FPolG zu ermöglichen.

4.2 Gesetz über die Versicherung der Gebäude gegen Brand und andere Schäden (Art. 2 des Entwurfs)

Art. 26 Entschädigung der Mitglieder der Schätzungskommissionen

In Artikel 26 des Gesetzes vom 6. Mai 1965 über die Versicherung der Gebäude gegen Brand und andere Schäden (SGF 732.1.1) wird eine Bestimmung eingeführt, welche der KGV die Kompetenz überträgt, den Tarif der Entschädigung der Mitglieder der Bezirksschätzungskommissionen festzulegen. Wie bereits erwähnt, bedarf eine solche grundsätzlich gerechtfertigte Delegation einer

gesetzlichen Grundlage, wenn von der Vorschrift des Artikels 5 Abs. 2 abgewichen werden soll.

Art. 84 Abs. 3 Subventionen

Dem Artikel 84 des Gesetzes wird ein dritter Absatz hinzugefügt, um darin die Kompetenz der KGV zur Festsetzung und Indexierung des Ansatzes der Subventionen für die Instruktionkurse der Feuerwehrleute zu verankern.

Die gesetzliche Festlegung dieser Delegation ist wiederum ein Erfordernis, das sich aus Artikel 5 Abs. 2 SVOG ergibt.

Wir beantragen Ihnen, diesen Gesetzesentwurf anzunehmen.

Projet du 16.09.2003

Entwurf vom 16.09.2003

Loi

du

modifiant certaines dispositions dans le domaine de la police du feu (ramonage) et de l'assurance immobilière

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message du Conseil d'Etat du 16 septembre 2003;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1

La loi du 12 novembre 1964 sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels (RSF 731.0.1) est modifiée comme il suit:

Art. 3 let. a^{bis} (nouvelle)

[Les autorités chargées de l'application de la loi sont:]

a^{bis}) la Direction en charge de la police du feu et de la protection contre les éléments naturels (ci-après: la Direction compétente);

Art. 4a (nouveau) La Direction compétente

La Direction compétente délivre et retire les concessions de ramonage.

Art. 5 let. a

[Le préfet exerce, dans le district, la surveillance en matière de police du feu et de protection contre les éléments naturels, en particulier:]

Gesetz

vom

zur Änderung von verschiedenen Bestimmungen im Bereich der Feuerpolizei (Kaminfegerdienst) und der Gebäudeversicherung

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 16. September 2003;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Das Gesetz vom 12. November 1964 betreffend die Feuerpolizei und den Schutz gegen Elementarschäden (SGF 731.01) wird wie folgt geändert:

Art. 3 Bst. a^{bis} (neu)

[Mit der Ausführung des Gesetzes sind beauftragt:]

a^{bis}) die für die Feuerpolizei und den Schutz gegen Elementarschäden zuständige Direktion (die zuständige Direktion);

Art. 4a (neu) Die zuständige Direktion

Die zuständige Direktion erteilt und entzieht die Kaminfegerkonzessionen.

Art. 5 Bst. a

[Der Oberamtmann hat im Bezirk die Oberaufsicht über die Feuerpolizei und die Schutzmassnahmen gegen Elementarschäden.

Im Einzelnen obliegt ihm Folgendes:]

- a) il donne son préavis au Conseil d'Etat, à la Direction compétente et à l'Etablissement dans les cas prévus par la loi et les règlements;

Art. 8 let. b et d (nouvelle)

[L'Etablissement:]

- b) donne son préavis au préfet, au Conseil d'Etat et à la Direction compétente dans les matières dont la décision relève de ces autorités;
- d) fixe le tarif des émoluments pour les actes qu'il accomplit.

Art. 27 Principes

¹ Le ramonage périodique des foyers, chaudières, tuyaux, cheminées, chambres à fumer et autres installations à feu est obligatoire. Il est exécuté par un ramoneur au bénéfice d'une concession.

² Tout propriétaire ou locataire a l'obligation de faire ramoner les installations de sa maison ou de son appartement, lors même qu'il déclarerait les avoir ramonées lui-même.

Art. 28 Cantonnements de ramonage

¹ Pour l'octroi des concessions de ramonage, le territoire du canton est réparti en cantonnements, dont le nombre et l'étendue sont fixés par le Conseil d'Etat, sur la proposition de l'Etablissement. Les préfets et les maîtres ramoneurs concernés sont consultés.

² Pour la formation des cantonnements, le Conseil d'Etat veille à une répartition équitable des charges de travail entre les concessionnaires, en tenant compte du nombre des installations et de l'étendue géographique des cantonnements. Le cantonnement doit être économiquement viable pour une entreprise de ramonage.

³ L'Etablissement examine périodiquement la répartition des cantonnements.

⁴ En cas de nécessité, l'Etablissement peut procéder à l'adaptation provisoire du contour des cantonnements. Ces adaptations ne doivent pas durer plus d'un an.

- a) er erstattet dem Staatsrat, der zuständigen Direktion und der Anstalt seinen Bericht in den vom Gesetz und von der Ausführungsverordnung vorgesehenen Fällen;

Art. 8 Bst. b und d (neu)

[Die Anstalt:]

- b) erstattet dem Oberamtmann, dem Staatsrat und der zuständigen Direktion Bericht in den diesen Behörden zugewiesenen Entscheidungsfällen;
- d) legt den Tarif der Gebühren für die von ihr vorgenommenen Handlungen fest.

Art. 27 Grundsätze

¹ Die periodische Reinigung der Feuerstellen, Herde, Rohre, Kamine, Rauchkammern sowie aller Feuereinrichtungen ist obligatorisch. Sie wird von einem konzessionierten Kaminfeger vorgenommen.

² Alle Eigentümer oder Mieter sind verpflichtet, die Feuereinrichtungen ihres Hauses oder ihrer Wohnung reinigen zu lassen, selbst wenn sie behaupten, die Reinigung persönlich vorgenommen zu haben.

Art. 28 Kaminfegerkreise

¹ Das Kantonsgebiet wird für die Erteilung der Kaminfegerkonzessionen in Kaminfegerkreise eingeteilt, deren Anzahl und Ausdehnung vom Staatsrat auf Antrag der Anstalt festgelegt werden. Bei den betroffenen Oberamtännern und Kaminfegermeistern wird eine Stellungnahme eingeholt.

² Bei der Bildung der Kaminfegerkreise sorgt der Staatsrat für eine ausgewogene Verteilung der Arbeitslasten unter den Konzessionsnehmern, wobei er auf die Anzahl der Feuerinstallationen und die geografische Ausdehnung der Kreise Rücksicht nimmt. Der Kreis muss für einen Kaminfegerbetrieb wirtschaftlich tragfähig sein.

³ Die Anstalt überprüft periodisch die Verteilung der Kaminfegerkreise.

⁴ Im Bedarfsfall kann die Anstalt eine vorläufige Anpassung der Kreisbegrenzungen vornehmen. Diese Anpassungen dürfen nicht länger als ein Jahr andauern.

Art. 29 Concession de ramonage

a) Octroi

¹ Pour obtenir une concession, le requérant doit:

- a) avoir l'exercice des droits civils;
- b) être titulaire d'un diplôme de maîtrise fédérale ou d'un diplôme reconnu équivalent par l'autorité compétente;
- c) offrir, par ses antécédents et son comportement, toute garantie concernant l'accomplissement de l'activité envisagée;
- d) être solvable et ne pas faire l'objet d'actes de défauts de biens;
- e) avoir fait preuve, lors d'un examen d'aptitude, de la connaissance des lois et règlements cantonaux en matière de construction et de police du feu;
- f) être capable de diriger personnellement son entreprise et de vérifier lui-même les travaux exécutés sous sa responsabilité;
- g) disposer du personnel nécessaire au ramonage des installations du cantonnement.

² La concession est accordée par la Direction compétente, sur le préavis de l'Etablissement ainsi que du ou des préfets concernés.

³ La procédure d'octroi de la concession est menée par l'Etablissement, sur la base d'un appel d'offres conformément aux dispositions du règlement d'exécution.

Art. 29a (nouveau) b) Durée

¹ La concession est accordée pour une durée indéterminée.

² Elle cesse de plein droit de produire ses effets à la fin du mois au cours duquel son bénéficiaire a atteint l'âge donnant droit à la rente de vieillesse selon la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants.

Art. 29b (nouveau) c) Retrait

¹ Sur le préavis de l'Etablissement, la concession peut être retirée au maître ramoneur qui viole, intentionnellement ou par négligence, ses obligations. Sauf dans les cas graves, la sanction administrative doit être précédée d'un avertissement formel.

² La concession doit être retirée lorsque le maître ramoneur:

Art. 29 Kaminfegerkonzession

a) Erteilung

¹ Wer eine Kaminfegerkonzession erlangen will, muss:

- a) handlungsfähig sein;
- b) einen Ausweis über den Abschluss der eidgenössischen Meisterprüfung oder eines Diploms, das von der zuständigen Behörde als gleichwertig anerkannt wird, besitzen;
- c) aufgrund des Vorlebens und des Verhaltens jegliche Gewähr in Bezug auf die Ausübung der beabsichtigten Tätigkeit bieten;
- d) zahlungsfähig sein und es dürfen gegen ihn keine Verlustscheine ausgestellt worden sein;
- e) an einer Eignungsprüfung den Nachweis über genügende Kenntnisse der kantonalen Gesetze und Reglemente im Bereich des Bauwesens und der Feuerpolizei erbringen;
- f) fähig sein, den Betrieb persönlich zu leiten und die unter der eigenen Verantwortung ausgeführten Arbeiten selber zu überprüfen;
- g) für die Reinigung der Feuerungsanlagen des Kaminfegerkreises über das notwendige Personal verfügen.

² Die Konzession wird von der zuständigen Direktion auf Stellungnahme der Anstalt sowie des oder der betroffenen Oberamtämter erteilt.

³ Das Verfahren für die Erteilung der Konzession wird von der Anstalt auf der Grundlage einer öffentlichen Ausschreibung gemäss den Bestimmungen der Ausführungsverordnung durchgeführt.

Art. 29a (neu) b) Dauer

¹ Die Konzession ist unbefristet.

² Ihre Wirkung erlischt vollständig am Ende des Monats, in dem der Inhaber Anspruch auf eine Altersrente gemäss dem Bundesgesetz über die Alters- und Hinterlassenenversicherung erhält.

Art. 29b (neu) c) Entzug

¹ Vernachlässigt ein Kaminfegermeister seine Pflichten absichtlich oder fahrlässig, so kann die Konzession auf Antrag der Anstalt entzogen werden. Ausser in schwerwiegenden Fällen muss der administrativen Sanktion eine formelle Verwarnung vorangehen.

² Die Konzession muss entzogen werden, wenn der Kaminfegermeister:

- a) ne remplit plus les conditions prévues pour l'octroi de la concession;
- b) contrevient gravement ou à plusieurs reprises à ses obligations.

³ Les sanctions pénales demeurent réservées.

Art. 29c (nouveau) Personnel

¹ Les travaux de ramonage doivent être exécutés par des personnes titulaires du certificat fédéral de capacité ou d'une pratique ou d'un certificat reconnu équivalent par l'autorité compétente. Le maître ramoneur fournit à l'Etablissement la liste de son personnel, avec copie des certificats.

² Le maître ramoneur doit choisir, instruire et surveiller avec soin son personnel.

³ Il répond du travail accompli par son personnel, conformément aux dispositions du code des obligations.

Art. 30 Devoirs du ramoneur

¹ Le maître ramoneur est responsable de la bonne exécution de son travail. Il tient le fichier de ses clients, conformément aux directives de l'autorité de surveillance.

² Il a l'obligation de signaler immédiatement, par écrit, au propriétaire les défauts, dégradations et non-conformités constatées.

³ En cas de danger d'incendie, il doit en plus informer sans délai, par écrit:

- a) la commission locale du feu concernée;
- b) l'inspecteur du feu concerné.

⁴ Il doit dénoncer à l'inspecteur du feu concerné toute personne qui refuse de faire exécuter les travaux de ramonage obligatoires.

Art. 31 Assurance responsabilité civile

¹ Le maître ramoneur a l'obligation de s'assurer lui-même et d'assurer son personnel contre les conséquences de la responsabilité civile qu'ils encourrent dans l'accomplissement de leur travail.

- a) die für die Erteilung der Konzession vorgesehenen Bedingungen nicht mehr erfüllt;
- b) seine Pflichten grob oder wiederholt verletzt.

³ Die strafrechtlichen Sanktionen bleiben vorbehalten.

Art. 29c (neu) Personal

¹ Die Kaminreinigungsarbeiten müssen von Personen verrichtet werden, die im Besitz eines eidgenössischen Fähigkeitsausweises sind oder die über eine Berufserfahrung oder einen Befähigungsausweis verfügen, die von der zuständigen Behörde als gleichwertig anerkannt werden. Der Kaminfegermeister liefert der Anstalt die Liste seines Personals zusammen mit Kopien der Ausweise.

² Der Kaminfegermeister muss sein Personal sorgfältig auswählen, instruieren und beaufsichtigen.

³ Er ist gemäss den Bestimmungen des Obligationenrechts verantwortlich für die Arbeitsverrichtung seiner Angestellten.

Art. 30 Aufgaben des Kaminfegers

¹ Der Kaminfegermeister ist für die gute Ausführung seiner Arbeit verantwortlich. Er führt gemäss den Richtlinien der Aufsichtsbehörde eine Datensammlung über seine Kunden.

² Stellt er Mängel, Beschädigungen oder Unregelmässigkeiten fest, so ist er verpflichtet, den Eigentümer unverzüglich schriftlich davon in Kenntnis zu setzen.

³ Bei Brandgefahr hat er ausserdem sofort folgende Behörden zu informieren:

- a) die zuständige lokale Feuerkommission;
- b) den zuständigen Feuerinspektor.

⁴ Er muss dem zuständigen Feuerinspektor jede Person anzeigen, die sich weigert, die obligatorischen Kaminreinigungsarbeiten verrichten zu lassen.

Art. 31 Haftpflichtversicherung

¹ Der Kaminfegermeister muss sich und sein Personal gegen alle Folgen der Haftpflicht aus der Ausführung ihrer Arbeit versichern.

² Le montant de la couverture d'assurance est fixé dans le règlement d'exécution.

³ Le maître ramoneur fournit à l'Etablissement une copie du contrat d'assurance.

Art. 32 Tarif de ramonage

¹ Le Conseil d'Etat fixe le tarif de ramonage après avoir pris l'avis de l'Etablissement. L'Association des maîtres ramoneurs du canton de Fribourg est consultée.

² Les factures de ramonage sont sujettes à réclamation, dans les vingt jours, auprès du maître ramoneur. La décision du maître ramoneur est sujette à recours auprès du préfet.

Art. 32a (nouveau) Surveillance des ramoneurs et mesures administratives

¹ La surveillance de l'activité des ramoneurs est exercée par l'Etablissement.

² Si le ramoneur viole ses obligations concernant la fréquence du ramonage et l'exécution de son travail, le propriétaire ou le locataire doit en aviser immédiatement l'Etablissement.

³ L'Etablissement procède à l'inspection périodique des entreprises de ramonage, édicte les directives nécessaires et prend les mesures administratives exigées par les circonstances. Il peut notamment exiger l'exécution immédiate du travail, l'exécution du travail au frais du ramoneur ou l'exécution du travail par un tiers, aux frais du ramoneur.

⁴ Il peut proposer à l'autorité compétente de décider d'un avertissement ou du retrait de la concession.

Art. 54 titre médian

Droit transitoire

a) Travaux

² Die Höhe der Versicherungssumme wird in der Ausführungsverordnung festgelegt.

³ Der Kaminfegermeister händigt der Anstalt eine Kopie des Versicherungsvertrages aus.

Art. 32 Kaminfegertarif

¹ Der Staatsrat legt den Kaminfegertarif nach Einsicht in die Stellungnahme der Anstalt fest. Der Kaminfeger-Verband des Kantons Freiburg wird angehört.

² Gegen die Rechnungen für den Kaminreinigungsdienst kann innert 20 Tagen beim Kaminfegermeister Einsprache erhoben werden. Der Entscheid des Kaminfegermeisters kann mit Beschwerde an den Oberamtmann angefochten werden.

Art. 32a (neu) Aufsicht über die Kaminfeger und Administrativmassnahmen

¹ Die Anstalt übt die Aufsicht über die Tätigkeit der Kaminfeger aus.

² Verletzt der Kaminfeger seine Pflichten hinsichtlich der Häufigkeit der Reinigungen und der Ausführung seiner Arbeit, so muss der Eigentümer oder der Mieter unverzüglich die Anstalt davon in Kenntnis setzen.

³ Die Anstalt führt in den Kaminfegerbetrieben periodisch Kontrollen durch; sie erlässt die notwendigen Richtlinien und ergreift die aufgrund der Umstände erforderlichen Administrativmassnahmen. Sie kann namentlich verlangen, dass die Arbeit unverzüglich verrichtet wird, die Arbeit auf Kosten des Kaminfegers verrichtet wird, oder sie kann die Arbeit auf Kosten des Kaminfegers von einem Dritten ausführen lassen.

⁴ Sie kann der zuständigen Behörde vorschlagen, eine Verwarnung auszusprechen oder die Konzession zu entziehen.

Art. 54 Artikelüberschrift

Übergangsrecht

a) Bauarbeiten

Art. 54a (nouveau) b) Cantonnements

¹ Les maîtres ramoneurs déjà au bénéfice d'une patente et d'un cantonnement au moment de l'entrée en vigueur de la loi du ... modifiant certaines dispositions dans le domaine de la police du feu (ramonage) et de l'assurance immobilière, sont considérés comme concessionnaires au sens de l'article 29.

² Le Conseil d'Etat dispose d'un délai d'une année, à compter de l'entrée en vigueur de la loi du ... modifiant certaines dispositions dans le domaine de la police du feu (ramonage) et de l'assurance immobilière, pour arrêter le nombre et l'étendue des cantonnements de ramonage, en application de l'article 28.

Art. 2

La loi du 6 mai 1965 sur l'assurance des bâtiments contre l'incendie et les autres dommages (RSF 732.1.1) est modifiée comme il suit:

Art. 26 Rétribution

La rétribution des membres des organes de taxation est fixée par le conseil d'administration de l'Etablissement.

Art. 84 al. 3 (nouveau)

³ Le conseil d'administration de l'Etablissement fixe et indexe le taux des subventions pour l'instruction des sapeurs-pompiers.

Art. 3

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 54a (neu) b) Kaminfegerkreise

¹ Die Kaminfegermeister, die bei Inkrafttreten des Gesetzes vom ... zur Änderung von verschiedenen Bestimmungen im Bereich der Feuerpolizei (Kaminfegerdienst) und der Gebäudeversicherung bereits Inhaber eines Patentes sind oder denen ein Kreis zugeteilt ist, werden als Konzessionsinhaber im Sinne von Artikel 29 betrachtet.

² Der Staatsrat legt innerhalb eines Jahres seit dem Inkrafttreten des Gesetzes vom ... zur Änderung von verschiedenen Bestimmungen im Bereich der Feuerpolizei (Kaminfegerdienst) und der Gebäudeversicherung die Anzahl und die Ausdehnung der Kaminfegerkreise nach Artikel 28 fest.

Art. 2

Das Gesetz vom 6. Mai 1965 über die Versicherung der Gebäude gegen Brand und andere Schäden (SGF 732.1.1) wird wie folgt geändert:

Art. 26 Entschädigung

Die Entschädigung der Mitglieder der Schätzungsorgane wird vom Verwaltungsrat der Anstalt festgesetzt.

Art. 84 Abs. 3 (neu)

³ Der Verwaltungsrat der Anstalt legt den Ansatz der Subventionen für die Ausbildung der Feuerwehrmänner fest und passt sie der Teuerung an.

Art. 3

Der Staatsrat bestimmt den Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Gesetzes.